

LIBYE

LIBERATION MERCREDI 9 MAI 1984

DÉSORDRE

La montée des oppositions en Libye

La situation intérieure paraît se détériorer dans le pays où le colonel Kadhafi doit affronter une opposition qui se recrute surtout parmi la bourgeoisie d'affaire, les étudiants mais aussi — dit-on — l'armée

Le régime du colonel Kadhafi est-il sérieusement menacé ? L'attaque lancée hier à Tripoli contre la caserne où réside habituellement le leader de la révolution libyenne ne fait en tout cas que repousser une question qui intéresse au plus haut point les chancelleries : celle de la situation intérieure en Libye. Depuis quelque temps, les rumeurs faisant état de « complot » contre le colonel Kadhafi et d'attaques contre des casernes se font en effet de plus en plus nombreuses.

Le 25 mars dernier, le *Sunday Express* affirmait que des opposants libyens avaient fait exploser le plus important dépôt de munitions du pays à Benghazi, provoquant des centaines de victimes parmi les troupes d'élite libyennes. Le *Washington Post* a quant à lui annoncé l'échec d'un attentat contre un des proches collaborateurs de Kadhafi. Les services de renseignements français cherchaient eux à vérifier il y a plusieurs mois une information — qui s'est révélée fautive par la suite — suivant laquelle le numéro deux du régime libyen, le commandant Jalloud était mort d'une explosion d'une caserne. Sans parler de la multitude d'informations concernant la santé de Kadhafi lui-même. Anxieux, ce dernier abuserait, si l'on en croit la presse américaine, de somnifères et serait de plus en plus nerveux.

S'il reste très difficile d'évaluer précisément la situation en Libye, il semble pourtant certain que le colonel Kadhafi affronte depuis quelque temps, et pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en 1969, une réelle opposition.

Le fait que des opposants libyens, qui comptent sans doute parmi les « dissidents » les plus prudents et les plus méfiants, aient osé manifester en avril dernier devant l'ambassade de Libye à Londres — il est vrai le visage masqué — montre au minimum que ces derniers se sentent désormais plus sûrs d'eux. Ce n'est pas non plus un hasard si le régime libyen qui a très exceptionnellement utilisé la terreur contre ses opposants, du moins jusqu'en 1980, a lancé depuis publiquement une chasse à ses dissidents.

La situation intérieure en Libye paraît en effet se détériorer quelque peu, et cela même si le colonel Kadhafi jouit toujours d'une réelle popularité dans le pays. Le chef de la révolution libyenne semble affronter deux « types » d'opposition. Les opposants libyens se recrutent d'une part et avant parmi la bourgeoisie d'affaires et même depuis peu parmi la classe moyenne, dont les intérêts ont été lésés par la création d'une « société où les profits et l'argent doivent disparaître ». Ceux qui ont perdu un commerce (le commerce privé a été supprimé et remplacé par des supermarchés gérés par l'Etat), une entreprise ou des appartements s'opposent ainsi évidemment à la « société des masses » pronée par le colonel Kadhafi. Ils ne sont désormais plus les seuls : une partie non négligeable des étudiants a de toute évidence été fortement « choquée » par les récentes exécutions de plusieurs de leurs camarades (dix selon certaines sources). Les contrôles et l'encadrement de la société semblent par ailleurs mal supportés par la population. Et certains n'hésitent plus à dire publiquement leur mécontente-

ment, ce qui constitue un phénomène nouveau dans un pays où jusqu'à présent le silence était la règle d'or.

Ce n'est pas tout : certaines difficultés existent aussi dans l'armée, notamment à propos de la présence libyenne au Tchad. « *Le Tchad est devenu un problème intérieur en Libye* », nous disait ainsi il y a quelques jours un responsable libyen. Et pour cause : quelques cinq mille hommes sont mobilisés au nord du Tchad dans des conditions de vie infiniment plus difficiles que celles des soldats français basés à N'Djaména qui disposent d'un minimum d'infrastructures inexistantes dans la région de Faya Largeau. Sans parler du fait que les troupes libyennes stationnées au Tchad voient depuis quelques semaines certains de leurs alliés tchadiens du GUNT s'opposer à une présence libyenne trop pesante...

Le leader de la révolution libyenne a en outre peu de « succès » à présenter à cette armée pour laquelle les désillusions s'accumulent, au Tchad mais aussi au Soudan, au Liban ou au Maghreb. L'arrestation de plusieurs militaires dans le cadre d'une campagne contre la corruption — QUI a aussi touché des responsables de l'administration — n'a en outre pas fait que des heureux.

Reste une « opposition » qu'on pourrait qualifier de plus idéologique même si elle se situe dans le cadre du régime. Le colonel Kadhafi a en effet installé un pouvoir fort en Libye en instaurant une « anarchie » à la base (c'est-à-dire en créant plusieurs « instances populaires » qui agissent souvent dans des sens diamétralement opposés). Certaines de ces instances, et particulièrement les « comités révolutionnaires » qui selon certains, ont trop bien assimilé les leçons de Kadhafi sur le « pouvoir au peuple », voient-elles aujourd'hui d'un mauvais œil le chef de la révolution libyenne tenter de remettre de l'ordre dans leur rang ? Peut-être et cela ne peut que compliquer une situation déjà tendue.

L'échec du coup de force en Libye

« Les pays qui arment le bras des tueurs paieront cher leur forfait »
nous déclare le colonel Kadhafi

Les forces loyales au colonel Kadhafi ont réussi mardi 8 mai à écraser une tentative de coup d'Etat monté par un commando de quinze opposants qui ont tenté d'attaquer la caserne d'Aziziya, la résidence habituelle du chef de l'Etat libyen. L'opération a été revendiquée à Washington par un groupe d'opposition, le Front national pour le salut de la Libye. A Tripoli, cependant, les autorités ont minimisé la portée de cet « incident », affirmant qu'il s'était limité à une prise simple d'otages, organisée par des éléments infiltrés de Tunisie.

Tripoli. — Au volant de sa voiture, une mitrailleuse posée sur le siège avant, le colonel Kadhafi se gare à la porte du centre équestre situé à une dizaine de kilomètres de Tripoli. Il en sort le visage rayonnant, salue joyeusement des collaborateurs qui l'attendaient et se rend d'un pas alerte vers le champ de courses. Une foule de cavaliers — des officiers de l'armée régulière — l'accablent en le désignant par son prénom (Mouamar), se précipitent pour lui donner l'accolade, le féliciter de « la victoire remportée contre les ennemis du peuple ». « A bas le fascisme ! », scandent les jeunes militaires tandis que le « guide de la révolution » libyenne enfourche son cheval et se lance, le poing levé, dans une folle calvacade, l'un de ses sports favoris.

Il est 18 h 30, mardi 8 mai. Le médecin personnel du colonel Kadhafi, debout à nos côtés, en lisière de la piste, part d'un grand éclat de rire en écoutant sur un transistor le bulletin d'informations d'une radio étrangère. Le speaker, d'une voix grave, annonce — au conditionnel — que l'armée libyenne s'est soulevée et que des combats de rue se poursuivent à Tripoli.

L'information n'est pas totalement infondée. Le matin même, vers 9 h 30, la population de la capitale a été mise en émoi par le bruit, d'une intensité croissante, de pièces d'artillerie (vraisemblablement des canons de char et des mortiers) et

De notre envoyé spécial
ERIC ROULEAU

de rafales de mitrailleuse. Des miliciens armés en uniforme ou en civil appartenant à la garde révolutionnaire se répandent dans les rues pour arrêter la circulation des voitures — provoquant des embouteillages monstres, — boucler des quartiers stratégiques de la capitale, occuper les bâtiments officiels, sommer courtoisement les piétons de rentrer chez eux.

D'abord paralysée, Tripoli est en début d'après-midi une ville morte. Les rues se sont vidées, les magasins ont baissé leur rideau métallique, la population s'est cloîtrée derrière des persiennes closes. Puis un silence prolongé, interminable, qui autorise toutes les spéculations.

Brusquement, vers 16 h 30, des sirènes retentissent, des cortèges de voitures commencent à sillonner les grandes artères dans un concert d'avertisseurs ponctué par des slogans scandés en chœur. Des jeunes gens, garçons et filles, brandissant le poing, une mitrailleuse ou un portrait de Kadhafi, défilent aux cris : « Oui à la révolution permanente ! Non au fascisme ! »

Beaucoup devaient se diriger vers la place verte en bordure de la vieille ville où ont été exposés pendant un quart d'heure les cadavres d'une dizaine d'hommes.

Les « traitres », hurle-t-on triomphalement, ont été « liquidés ! ». La partie est donc gagnée. Le colonel Kadhafi peut alors se rendre au centre équestre pour se détendre.

Que s'est-il passé au juste ? Le colonel Kadhafi, auquel nous demandions s'il n'avait pas échappé, le matin même, à un attentat — information que nous tenions de source généralement digne de foi, — lance sur un ton familier : « Passez donc me voir ce soir, je vous expliquerai tout. » Invité en pleine nuit à nous rendre au quartier général militaire de Bab-Aziziya où réside le « guide de la révolution », nous avons pu constater que les lieux ne portaient aucune trace de combats qui se seraient déroulés mardi à l'aube. Les effectifs des « bérés rouges », qui

montent généralement la garde, n'avaient pas été augmentés.

Des failles

Dans son cabinet de travail dont les murs sont tapissés de centaines de livres, le colonel Kadhafi, assis derrière un bureau recouvert de journaux et de dossiers, nous livre sa version des événements, qui recoupe largement celle que nous avions recueillie auprès de ses proches. Le dimanche 6 mai, la gendarmerie intercepte à la frontière tunisienne trois hommes au comportement jugé suspect. Ils sont porteurs de passeports diplomatiques soudanais, munis de visas anglais et américains. Ils se disent d'origine palestinienne mais s'expriment, sans accent, en dialecte libyen. Menacés d'arrestation, ils tirent pour se dégager, abattant un policier. L'un des trois hommes est tué à son tour, les deux autres sont blessés avant d'être capturés. On découvre dans leurs mallettes des listes de leurs complices en Libye avec noms, adresses et numéros de téléphone, ainsi que des instructions précises sur les attentats et les assassinats qu'ils étaient chargés de commettre.

L'aubaine est d'autant plus fructueuse que le chef du réseau à Tripoli, aussitôt arrêté, « donne » dix (treize, selon une autre source) des comploteurs qui avaient loué un appartement au centre-ville. La télévision annonce dès lundi soir, images à l'appui, la capture des trois « terroristes » à la frontière tunisienne. Les autorités prenaient ainsi le risque d'alerter ceux qui devaient être tués ou appréhendés le lendemain, au cours de l'action lancée par la garde révolutionnaire contre l'immeuble qu'ils habitaient.

Les failles de cette version sont trop béantes, faisons-nous remarquer au colonel Kadhafi, pour ne pas susciter au moins l'étonnement. Était-ce imaginable que les trois hommes appréhendés à la frontière tunisienne aient commis la faute de se munir de passeports diplomatiques soudanais — alors que les ro-

lations entre Khartoum et Tripoli sont rompues — et de se faire passer pour des Palestiniens éminemment suspects ici depuis la brouille entre le colonel Kadhafi et M. Arafat ? Sachant qu'ils entreprenaient une périlleuse mission, comment auraient-ils commis l'imprudence de porter sur eux la liste des membres de leur organisation ?

Le chef libyen balaye ces objections et d'autres encore en rétorquant : « Vous ignorez la totale imbécillité de ces gens-là ! » Et il enchaine : « Nous avons la preuve qu'ils appartiennent tous au mouvement des Frères musulmans. Tous leurs complices que nous avons arrêtés ces deux derniers jours le sont également. Ils ont été entraînés à la base militaire soudanaise de Wali-Sidna par des instructeurs soudanais et égyptiens, et sous la supervision d'experts américains. D'autres groupes sont en voie de formation au même endroit. Ceux que nous avons appréhendés ont reçu leurs armes et leur instruction en Angleterre ou en Amérique avant de revenir en Libye. »

Des menaces

Avec une colère à peine contenue, le colonel Kadhafi reprend en martelant ses mots : « Les choses sont désormais claires. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni abritent, non des opposants politiques comme ils le prétendent, mais des terroristes qu'ils arment et incitent au crime, avec la collaboration active du Soudan et d'autres pays arabes.

« Les Libyens ont le droit de se défendre, de combattre les terroristes là où ils se trouvent et de la même manière que les policiers abattent sans sommation les membres des Brigades rouges. Les pays qui arment le bras des tueurs paieront cher, eux aussi, leur forfait. Les Etats, arabes ou non, qui exportent chez nous le terrorisme recevront la révolution que nous leur enverrons en échange. »

Le colonel Kadhafi menace nommément les Etats-Unis, la Grande-

Bretagne et le Soudan, mais se refuse à désigner « les autres pays arabes » que l'on suppose être l'Egypte, la Tunisie et — dit-on encore — l'Arabie Saoudite, que certains accusent de financer les mouvements islamistes.

« N'avez-vous pas commencé vous-même par faire tuer des opposants libyens à l'étranger ?

— C'est un mensonge colporté par la presse impérialiste. Les opposants, les vrais, se trouvent ici, parmi nous. Ils ont toute liberté de s'exprimer au sein des congrès populaires. Les autres, les terroristes, sont liquidés spontanément par des Libyens vivant à l'étranger. Pour ma part, je ne les ai jamais incités à passer à l'action. Au contraire je n'ai cessé d'inviter les contestataires à rentrer en Libye pour les protéger.

— Pourtant, deux étudiants réputés des opposants islamistes, ont été mis à mort à l'université de Tripoli le 16 avril dernier. Avez-vous approuvé ces exécutions ?

— Je n'ai pas à me prononcer à ce sujet. Ces deux contre-révolutionnaires ont été jugés et liquidés par leurs condisciples pour avoir tenté d'incendier deux amphithéâtres de l'université, acte qui a failli faire brûler vifs des centaines d'étudiants.

« Comme vous le savez je n'occupe aucun poste officiel, et ce sont les organisations populaires qui décident de tout. J'admets volontiers que la dictature qu'exerce

notre peuple est tyrannique mais n'était-ce pas le cas chez vous lors de la révolution de 1789 ? Malgré les excès commis, la Révolution française a marqué les débuts, à travers le monde, des républiques bourgeoises. La nôtre ouvre l'ère des Jamahiriya [l'Etat des masses populaires].

— Vous avez déclaré récemment que l'armée libyenne était truffée de réactionnaires et de contre-révolutionnaires. Ne craignez-vous pas qu'au colonel Kadhafi succède un général Bonaparte ?

« Non, cela est exclu. Les révolutionnaires ici contrôlent les forces armées. Notre projet, en voie de réalisation, d'armer toute la population, est conçu précisément pour éliminer définitivement l'armée régulière. Nous n'avons déjà plus ni Etat, ni gouvernement, ni exploités. Demain ce sera le peuple et lui seul qui détiendra tous les pouvoirs. »

En attendant ce sont les opposants islamistes qui contestent la politique « antimusulmane » du colonel Kadhafi — notamment dans le domaine du statut de la femme — qui auront été neutralisés. Selon une source proche du pouvoir quelque deux cents d'entre eux, des militaires, des fonctionnaires, des professeurs et des étudiants, ont été arrêtés au cours des dernières quarante-huit heures.

ERIC ROULEAU.

Une politique d'austérité draconienne

Comme tous les pays producteurs de pétrole, membres de l'OPEP, la Libye a subi depuis près de trois ans le contrecoup de la baisse de la demande mondiale, puis, l'an passé, de la diminution des prix du brut. Sa production de pétrole, qui, en 1980, atteignait 82,4 millions de tonnes, est restée depuis lors limitée entre 50 et 60 millions de tonnes. Ses recettes pétrolières ont donc chuté de moitié, passant de 22,1 milliards de dollars en 1980 à 11 milliards de dollars environ en 1983. Désireux de rétablir l'équilibre de la balance des paiements, qui s'était fortement dégradée en 1981, avec un déficit de 5,5 milliards de dollars, le gouvernement libyen a mené depuis trois ans une politique d'austérité draconienne qui a touché tous les secteurs de l'économie.

Le budget de développement a été réduit en 1984 de 9 % pour la troisième année consécutive, passant à 2,2 milliards de dinars (contre 2,4 milliards de dinars en 1983). De nombreux grands projets ont été reportés ou réduits. Les importations ont été diminuées de près des deux tiers — de 14,1 milliards de dol-

lars en 1981 à 5,4 milliards en 1983, — et le revenu par habitant est tombé à 8 000 dollars par an (contre 10 000 à 11 000 dollars auparavant).

Le résultat a été le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements, en 1983, après un déficit déjà réduit de 1,6 milliard de dollars en 1982, mais il s'est traduit, pour la population, par des sacrifices importants. Les salaires ont été gelés depuis trois ans, voire, dans certains cas, réduits de 15 à 20 %. Le nombre des travailleurs immigrés a fortement diminué. Et des pénuries épisodiques sont apparues dans les supermarchés publics pour de nombreux produits de consommation courante. En avril, les derniers vestiges de l'économie privée — coiffeurs, pâtisseries et vendeurs de tapis — ont été fermés. Le colonel Kadhafi a même récemment proposé au Parlement la suppression de l'éducation primaire publique qui devait être assurée dans les familles. Cette proposition, refusée par le Parlement, montre l'ampleur de l'austérité imposée aux Libyens, après des années d'aisance, voire de gâ-

Des versions contradictoires

Le déroulement exacte des événements de mardi 8 mai à Tripoli reste difficile à reconstituer mais il semble qu'une fusillade ait éclaté vers 6 h 30 mardi matin autour du quartier où se trouve la caserne Azizia, qui abrite le centre du bureau de liaison des comités révolutionnaires libyens. Pendant plus de quatre heures, les diplomates en poste à Tripoli ont pu entendre des tirs d'armes automatiques et ont compté quinze à seize tirs de canon. Une partie du centre-ville a été interdit à la circulation. Les coups de feu ont cessé entre 11 h 30 et 12 h 30 GMT et la circulation a repris normalement une heure plus tard.

Peu après l'attaque, quatre à cinq véhicules blindés, transportant des hommes armés de mitraillette, sont sortis de la caserne et ont commencé à tirer sur un bâtiment où s'était réfugié le commando et qui abrite les bureaux de sociétés françaises et grecques. Selon les milieux diplomatiques ce bâti-

ment se trouve à proximité de la caserne Azizia. Les autorités libyennes ont pour leur part minimisé la portée de l'affrontement affirmant qu'il s'agissait d'une simple prise d'otages de femmes et d'enfants par un commando de quinze hommes. Selon l'agence officielle libyenne, les comités révolutionnaires ont dû intervenir pour déloger des « terroristes » et ont été forcés de les tuer devant leur refus de se rendre.

Une troisième version a été donnée par un mouvement d'opposition, le Front national pour le salut de la Libye qui a revendiqué à Washington l'action contre la caserne d'Azizia, précisant que des forces à l'intérieur du quartier général du colonel Kadhafi s'étaient jointes au commando et que l'attaque avait fait plusieurs morts et blessés parmi les forces loyalistes. Un porte-parole de ce même Front a même affirmé par ailleurs que le colonel Kadhafi avait été tué au cours de l'opération.

Les oppositions à l'étranger

Le Front national pour le salut de la Libye (FNSL), qui a revendiqué, mardi 8 mai, l'attaque contre la caserne Azizia de Tripoli, a été créé à Khârtoum en octobre 1981. Sa formation a été annoncée dans la capitale soudanaise le 7 octobre par l'ancien ambassadeur de Libye à New-Delhi et ancien président de la Cour des comptes libyenne, M. Mohamed Youssef El Magharief, qui s'était alors présenté comme le porte-parole de cette organisation.

Le mouvement comprend, selon M. Magharief, un bon nombre d'anciens responsables libyens — membres du Conseil du commandement révolutionnaire, ministres, diplomates, officiers, — qui ont eu pendant un an des contacts et discussions ainsi que des relations au plus haut niveau au sein même des instances dirigeantes libyennes. M. Magharief avait précisé que le FNSL coopérait avec les autres mouvements libyens d'opposition afin de « libérer la Libye du pouvoir tyrannique du colonel Kadhafi ». Ce front est apparemment appuyé par l'Arabie Saoudite et est d'inspiration islamique.

Parmi les autres mouvements d'opposition, le plus influent semble être le *Mouvement national libyen* créé en 1969 quelques mois après la révolution libyenne. Contrairement au FNSL le *Mouvement national libyen* ne s'est jamais compromis avec les nouveaux dirigeants de Tripoli. Opérant à partir de l'étranger, le MNL a consacré l'essentiel de ses efforts à organiser le mouvement de contestation étudiantin en Libye. L'*Organisation générale des étudiants libyens*, a été créée en 1976 à la suite de la pendaison publique de trois étudiants qui avaient participé en avril de la même année à des manifestations hostiles au régime à l'université Garyounis. La plupart des

membres de ce mouvement se trouvent à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Italie et sont recrutés parmi les étudiants libyens qui se trouvent dans ces pays.

D'autres groupes d'opposition ont été créés à l'étranger par la suite. Le *Front démocratique libyen* a été fondé en 1979 par des intellectuels et des journalistes libyens qui ont quitté la Libye après l'annonce de la « révolution culturelle » inaugurée par le colonel Kadhafi en 1973. Dirigé par le journaliste Fadel Massoudi, le FDL publie une revue, *Saout el Libya (la Voix de la Libye)*. En 1982, il s'est uni au *Groupement national libyen*, qui avait participé, en août 1975, à une tentative de coup d'Etat. Le chef de cette conspiration manquée était le capitaine Omar Meheishi, qui avait, en 1969, fait partie du Conseil du commandement révolutionnaire de Tripoli. Il s'était, par la suite, réfugié au Caire, où il avait tenté de mettre sur pied une branche du GNL. Le capitaine Omar Meheishi a depuis regagné la Libye, où il aurait été arrêté, et la plupart des ses sympathisants ont été absorbés, avec les membres du *Front démocratique libyen*, dans le *Groupe national démocratique libyen*, qui est présidé par M. Mahmoud Maghribi, ancien ambassadeur de Libye en Grande-Bretagne, réfugié à Londres en 1977.

Il existe également à Londres un troisième groupe, l'*Union constitutionnelle libyenne*, créée fin 1981 par Mohamed Ben Ghalboun. Ce groupe, qui a souvent fait l'objet d'attaques de la part des comités révolutionnaires libyens, est fortement représenté à Manchester et prône le renversement du régime de Tripoli, le rétablissement de la Constitution monarchiste et la tenue d'élections générales.

LIBYE

Entraînement militaire

Les Libyens des deux sexes sont tenus à un entraînement militaire permanent, tant qu'ils y sont physiquement aptes, selon une loi promulguée par le congrès général du peuple. Une instruction militaire de base fera partie de l'enseignement, à tous les niveaux, à partir du secondaire. L'orientation vers les écoles militaires de carrière est toutefois réservée aux hommes. Le territoire est divisé en zones de défense dont la défense incombe à ceux qui y résident. Les mesures prévues par cette loi n'affectent pas le service militaire obligatoire; cependant, la dispense de ce service militaire est possible, au cas où l'appelé s'est distingué dans son entraînement militaire ordinaire. Les contrevenants à la loi sont passibles des peines sanctionnant ceux qui se dérobent au service militaire obligatoire.

- La Libye a menacé le 19 mars de détruire les avions-radars américains AWACS s'il s'avérait que le stationnement de ces appareils en Egypte était un prélude à une agression contre la Libye.

- Le 21 mars, la Libye a demandé à son tour une réunion du conseil de sécurité de l'ONU à propos des événements du Soudan.

- La cour d'assises de Tripoli a condamné trois Italiens à la prison à vie pour haute trahison, atteinte à la sécurité de la Jamahiriya libyenne et connivence avec puissance étrangère, selon la presse italienne qui a indiqué qu'il leur était reproché d'avoir servi de courriers, alors qu'ils travaillaient à Tobrouk, entre des représentants d'une puissance étrangère (l'Egypte) et les militaires qui avaient préparé une tentative de soulèvement armé de la garnison de Tobrouk contre le régime du colonel Kadhafi en juillet 1980. Deux des accusés, détenus depuis près de 4 ans, ont comparu au procès. Le troisième était jugé par contumace.

- Le général Moustapha Kharroubi, chef d'état-major général des forces armées, a reçu le vice-Premier ministre polonais, en visite en Jamahiriya.

- En visite d'amitié à Tripoli, accompagné d'un destroyer d'escorte, un croiseur lance-missiles, de type Sverdlov soviétique, a fait escale du 6 au 26 avril.

- Une réunion s'est tenue le 22 mars entre le commandant d'état-major Abdel Salam Ahmed Jalloud et MM. Ahmed Jibril, secrétaire général du FPLP-commandement général, Abou Saleh, Abou Moussa et Abou Khaled El Amlî, membres du commandement révolutionnaire du Fatah, et Omar Chechabi Fadl Charour, membres du bureau politique du FPLP commandement général.

- Une séance de travail, réunissant le général Aboubakr Younes Jaber, commandant en chef des forces armées et l'amiral Branko Mamoula, secrétaire fédéral de la défense populaire en Yougoslavie, a eu lieu à Tripoli.

- Le colonel Kadhafi a reçu le général Debré Josov, ministre de la Défense de Bulgarie, qui lui a remis un message verbal du président bulgare Todor Jevkov.

- La force aérienne vient de recevoir un nouvel avion de transport de type soviétique Antonov AN-26.

Accrochages au Tchad

Des accrochages entre les forces du président Hissène Habré et celles du GUNT ont fait près de 50 morts et une vingtaine de blessés dans les rangs adverses, quelques morts et une dizaine de blessés dans ceux du GUNT, a annoncé Radio Bardai. Selon un communiqué de l'état-major général de l'ANL, ces accrochages se sont déroulés du 26 au 30 mars, dans le Centre-Est du Tchad dans le secteur de Mongo, Goz-Beida et Am-Timan, à 500 km au Sud de la ligne rouge.

- L'OLTIF a revendiqué deux attentats commis les 9 février et 11 mars derniers au Tchad. Selon un communiqué parvenu à Lagos, trois combattants des FANT et deux militaires zairais ont été tués le 9 février à 20 h locales dans le secteur de Mandelia sur la route de Guelendeng, au Sud de N'Djaména, au cours d'une embuscade tendue par les combattants de l'OLTIF.

Le 11 mars, dans le village de Kournari sur la même route, six hommes des FANT ont trouvé la mort au cours d'une embuscade similaire lors de laquelle un véhicule carbonisé et un fusil SIG auraient été abandonnés par les troupes gouvernementales. Les deux communiqués, signés du secrétaire général du mouvement, M. Tahir Said, sont datés de Mandelia (Sud du Tchad).



La modernisation de la frégate libyenne Dat Assawari-211 vient de se terminer après 52 mois de travaux aux chantiers navals italiens Cantieri Navali Riuniti de Gènes et de Muggiano.

Livré en février 1973 par Vosper Thornycroft (G-B), ce navire de type Mk-7 qui déplace 1 813 tonnes en service, a entièrement été refondu. Si la propulsion CODOG reste la même, avec toutefois de nouvelles lignes d'arbres et hélices, les superstructures, les systèmes d'armes, les circuits électriques, la ventilation, la climatisation... sont différents. Certains des armements d'origine ont été conservés, mais entièrement révisés (1 canon de 114 mm/55 Vickers Mk-8, 2 canons monotubes manuels Bofors 40L60, 1 canon Oerlikon GDMA de 35 mm 90) et d'autres ont été supprimés. La Dat Assawari a été équipée en plus de quatre missiles mer-mer Otomat Mk-1 CLIO, d'un lance-missiles antiaérien quadruple Albatros/Aspide et de deux lance-torpilles triples ASM ILAS 3 Whitehead Motofides. L'électronique, de son côté, a été entièrement modifiée (voir AD n° 63)

- Le bombardement d'Omdurman était « une tentative révolutionnaire de l'avant militaire soudanaise », a affirmé le 20 mars Jana. Le commentateur de Jana a également renouvelé la dénonciation par la Libye de « l'occupation militaire du Soudan par l'Egypte » qui préluerait à une « agression égypto-américaine » contre la Libye.

- Des membres du GUNT ont été « menacés par la police française » qui leur a reproché, lors d'escales à Paris, leur participation au récent attentat contre un avion d'UTA à N'Djaména, a affirmé la radio du GUNT.

- Evoquant la situation dans la région sud du Tchad, M. Goukouni Weddeye a indiqué qu'en dépit de l'hostilité du Cameroun et de la République centrafricaine, « qui rend les contacts très difficiles par l'extérieur », la guérilla s'organisait avec les moyens du bord, rendant périlleuse la circulation « des forces de N'Djaména dans la région.

- D'après Jana, se référant à son correspondant Est-africain, la BBC a diffusé dans son émission le Monde de midi un communiqué émanant du mouvement de libération populaire soudanais selon lequel les combattants du mouvement ont occupé le village d'Ouwayl détruisant le pont le plus proche de ce village qui se trouve sur la seule ligne de chemin de fer qui relie le Nord au Sud du Soudan.

- Le GUNT a démenti les informations en provenance de N'Djaména, selon lesquelles une cinquantaine de militaires libyens aurait été pris en otages par ses combattants à Bardai et à Zouar dans le Nord du Tchad. Dans une déclaration à l'AFP, le représentant du GUNT en France, M. Abderrahmane Moussa, a affirmé que les relations entre le GUNT et la Libye étaient des « relations révolutionnaires » ne permettant, selon lui, « aucun malentendu ».

Libye**La contestation développée par l'islam traditionaliste
risque de rallier les mécontents de tous bords****De notre envoyé spécial**

Tripoli. — L'affrontement qui a opposé, le mardi 8 mai, une poignée d'opposants islamistes aux forces de l'ordre n'a eu aucune suite apparente. Les médias n'en font plus état. Aucune manifestation populaire pour fustiger les « traîtres » n'a été organisée. La vie à Tripoli reprenait mercredi son cours habituel, tandis que des équipes de secours évacuaient les familles habitant l'immeuble qui avait été atteint par les obus et les balles de la « garde révolutionnaire ». Le colonel Kadhafi a circulé mercredi au centre de la ville, bavardant avec les badauds et répondant aux questions de journalistes qui se trouvaient sur son passage.

Tout se passe comme si l'on cherchait à dédramatiser un événement qui a fait sensation davantage à l'étranger qu'en Libye. Les médias n'ont pas précisé la couleur politique des opposants tués ou arrêtés, se contentant de les présenter comme des « agents » de puissances étrangères. Cependant, l'un d'eux, dont le nom a été rendu public, Ahmed Hawass, est un ancien diplomate bien connu dans la classe politique. Il appartenait au Front national pour le salut de la Libye, de tendance islamiste, que dirige M. Magharief, ancien ambassadeur en Inde, qui a fait défection il y a quelques années.

Les étudiants exécutés le 16 avril par leurs condisciples sur le campus de l'université de Tripoli étaient également membres d'organisations islamistes (respectivement du Front de libération islamique et de l'Avant-garde islamique). Leur mise à mort n'a jamais été annoncée officiellement, ce n'est qu'en privé que les responsables indiquent leur tendance politique. De toute évidence, on entend ici ne pas donner une quelconque publicité à un courant idéologique qui risque de rallier les mécontents de tous bords.

**Quatre projets de loi
rejetés**

L'islam traditionaliste que combat le colonel Kadhafi a sans doute de nombreux adeptes dans un pays fraîchement engagé sur la voie de la modernisation. L'illustration la plus éclatante de ce phénomène a été fournie en janvier dernier par le Congrès général du peuple, sorte de Parlement qui regroupe les représentants de toutes les couches de la population. L'assemblée a défilé le « guide de la révolution » à plusieurs reprises, rejetant à une écrasante majorité quatre projets de lois auxquels il attachait une importance particulière.

Celui destiné à régler le divorce a suscité une levée de boucliers. Le colonel Kadhafi avait fait campagne en faveur de l'égalité de l'homme et de la femme, accordant à cette dernière le droit de poursuivre son mari pour adultère, et d'autre part d'engager une procédure de séparation, privilèges réservés uniquement à l'homme dans la Charia (législation musulmane) actuellement en vigueur. Le colonel Kadhafi a été également désavoué quand il proposa que la femme divorcée obtienne d'office la propriété exclusive du logement conjugal, la moitié des revenus de son ex-mari et la garde des enfants.

La conscription féminine

Le texte concernant l'élaboration du service militaire obligatoire indistinctement pour les garçons et les filles a été repoussé à une large majorité. Le colonel Kadhafi admettait, l'autre jour, en notre présence, que la conscription féminine est impopulaire, mais il la juge indispensable pour mettre en œuvre son projet dit du « peuple en armes » destiné à supprimer ultérieurement l'armée régulière qu'il ne cesse de qualifier de « potentiellement fasciste ».

En novembre dernier, une mutinerie a éclaté à l'école militaire réservée aux femmes, dont beaucoup d'entre elles avaient été enrôlées contre leur gré. Fermée pour mettre un terme aux affrontements, l'école a été rouverte quelques semaines plus tard à la suite d'une contre-manifestation organisée par des femmes partisans des thèses du colonel Kadhafi. Des rumeurs vraisemblablement fantaisistes ont alors circulé, faisant état du suicide de Libyens désespérés de voir leurs filles entraînées sur la « voie de la débauche ». On prétend, en effet, dans les milieux traditionalistes que les femmes soldats ont mauvaise réputation et qu'elles ont généralement du mal à trouver des prétendants au mariage.

Des centaines d'institutrices fraîchement emouluées de l'École normale ont refusé, l'été dernier, de signer leur contrat d'engagement pour ne pas avoir à suivre des cours d'entraînement militaire obligatoires dans les écoles. De nombreux professeurs de nationalités étrangères ont, pour d'autres raisons, notamment économiques, choisi de quitter le pays. Ceux qui sont restés ont été répartis entre les écoles primaires et secondaires. Dans ces dernières, les cours ne sont plus assurés que trois jours par semaine. Malgré tout, il manquait à la rentrée quelque six mille cinq cents enseignants du pri-

maire.

Pour résoudre la crise, le colonel Kadhafi a alors présenté un projet de réforme pour le moins insolite : l'enseignement primaire devait être désormais assuré au foyer par les mères de famille, qui comptent, soit dit en passant, de nombreuses analphabètes... La proposition du « guide de la révolution » a provoqué un tollé général et a été elle aussi rejetée à la quasi-unanimité des voix non seulement par le Congrès général du peuple, mais aussi par la plupart des congrès populaires de base, qui en avaient débattu au préalable à travers le pays.

Quatrième et dernière rebuffade infligée au guide de la révolution : le Congrès général du peuple a refusé de prendre en considération le projet de loi visant à réduire de vingt-cinq à quatorze le nombre des municipalités dans le pays, mesure qui aurait eu comme effet de les placer sous la tutelle des quatorze gouvernorats récemment créés.

La « démocratie directe » instaurée en 1977 dans la Jamahiriya (la République des masses) est-elle en train de déraiper sur le terrain de la contestation, voire de l'opposition systématique ? On serait tenté de le croire en suivant les débats quotidiens diffusés en direct par la télévision qui se déroulent dans les divers congrès populaires de base auxquels tout citoyen des villes ou des campagnes peut et devrait participer. C'est ainsi que l'on prend connaissance des doléances de la population concernant les difficultés croissantes, économiques et sociales, auxquelles elle se heurte.

**La hausse
du coût de la vie**

L'austérité imposée par la chute des revenus pétroliers moitié moins élevés depuis le « boom » de 1974 est une notion peu assimilable dans un pays qui a connu une période d'exceptionnelle prospérité. Les tensions s'exacerbent à la faveur des multiples mesures d'économie. Les salaires des travailleurs et les traitements des fonctionnaires ont été bloqués, voire souvent réduits dans la pratique par la suppression de diverses gratifications et avantages matériels tandis que le coût de la vie est en hausse constante.

Les prix des denrées de base — à l'exception de celles qui sont subventionnées par l'Etat — sont souvent deux à cinq fois plus élevés qu'en France. Grâce à de coûteux projets de développement mis en œuvre ces dernières années, le pays est en prin-

Le colonel Kadhafi se dit prêt à retirer « immédiatement » ses troupes du Tchad

De notre envoyé spécial

cipe autosuffisant dans la production des légumes, des fruits, des viandes et des volailles. Mais les pénuries que l'on constate dans les supermarchés de l'Etat, favorisées par une bureaucratie particulièrement incompétente et aussi par l'essor du marché noir, irritent au plus haut point les couches défavorisées de la population. La nationalisation du petit commerce, celle des souks plusieurs fois séculaires, n'est sans doute pas l'une des mesures les plus populaires du colonel Kadhafi.

Pour la première fois depuis l'instauration de la République, il y a quinze ans, le plein-emploi n'est plus assuré. Il est question actuellement de licencier dans les seules municipalités quelque vingt-cinq mille employés et travailleurs. Les immeubles occupés par les ministères seront prochainement reconvertis en appartements, et leurs occupants actuels seront transférés dans des locaux plus exigus. Jugés pléthoriques, des fonctionnaires seront ainsi « intégrés dans la production ». La perspective d'aller travailler dans des usines ou dans les champs n'enchantent guère beaucoup d'entre eux.

Pour la première fois encore, les autorités favorisent le départ des travailleurs immigrés, notamment en réduisant les sommes qu'ils avaient le droit de rapatrier. Le refus de renouveler les cartes de séjour a contraint sept mille Tunisiens à quitter le pays au début de cette année. Nombreux dans les services de voirie, ils ont été remplacés par des Libyens peu enclins aux besognes subalternes. Il aurait été décidé en outre de réduire de moitié les coopérants étrangers, civils ou militaires. Déjà quelque mille trois cents Soviétiques et une soixantaine de Français, pour ne citer que ceux-là, ont dû céder leur place à des autochtones.

Les Libyens ne se privent pas pour autant de critiquer, parfois sévèrement, leur gouvernement. On a pu voir l'autre jour à la télévision des membres d'un congrès populaire de base dénoncer avec véhémence les dépenses somptuaires de l'armée, les gaspillages, le népotisme, la corruption, et exiger que l'austérité soit respectée par tous.

Le colonel Kadhafi, qui s'est fait le chantre de « l'initiative des masses », n'apprécie guère de toute évidence la montée de la contestation. Il entend la restreindre dans des limites supportables. Le rejet de quatre de ses projets de lois par le Congrès général du peuple, en janvier dernier, l'a mis en colère. Il a prononcé peu après un violent discours dans lequel il a appelé les congrès populaires à épurer leurs rangs des « réactionnaires » et des « contre-révolutionnaires » qui, selon lui, freinent la modernisation du pays.

« La démocratie directe que nous avons instaurée a engendré de dangereuses illusions », nous disait-il avant d'ajouter : « Chaque Libyen se comporte maintenant comme s'il était Dieu le père... »

ÉRIC ROULEAU.

Tripoli. — Tantôt discret, par voie diplomatique, tantôt public, par le truchement des médias, le dialogue franco-libyen se poursuit sans relâche pour régler le conflit tchadien. Le colonel Kadhafi déclarait à TF 1 le 30 avril qu'il était disposé « à opérer le retrait de notre présence au Tchad... ». Cinq jours plus tard, M. Charles Hernu affirmait — réponse du berger à la bergère ? — que la France souhaitait que ses troupes « se retirent le plus vite possible (...) quelques minutes après l'évacuation des forces libyennes ».

Le colonel Kadhafi fait monter les enchères. Au cours d'un entretien qu'il nous a accordé, il a affirmé d'emblée, en se référant aux propos du ministre français de la défense, qu'il était disposé pour sa part à « retirer immédiatement nos experts qui se sont rendus au Tchad pour soutenir le gouvernement légitime de ce pays ». Il faisait ainsi allusion bien entendu au GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition) qui conteste la légalité du régime installé à N'Djamena par M. Hissène Habré.

Le « guide de la révolution » libyen a révélé qu'il avait adressé il y a quelques jours, par le truchement de l'ancien chancelier autrichien Bruno Kreisky, un message au président Mitterrand formulant des propositions concernant non seulement l'évacuation des troupes étrangères du Tchad mais aussi l'avenir des relations franco-libyennes.

Le colonel Kadhafi assure que la durée de l'évacuation pourrait être très brève : « Présentes au Tchad autrefois sur la requête du gouvernement de ce pays, nos unités s'étaient retirées en 1982 en l'espace de dix jours. A l'époque, pourtant, nos forces étaient substantielles et disséminées dans toutes les provinces de notre voisin méridional.

« Aujourd'hui, je vous le répète, ajoute le colonel Kadhafi, notre retrait pourrait s'opérer instantanément. »

Cependant, le chef de la Jamahiriya exprime implicitement des doutes sur les intentions de la France. Il déclare : « Je crains que M. Hernu s'avance trop en assurant que le retrait de l'armée française s'effectuerait en quelques minutes après notre départ. Le gouvernement français serait plongé dans le plus grand embarras puisqu'il a justifié la présence de son armée par la nôtre. »

La méfiance n'exclut pas l'amitié. Le colonel Kadhafi ajoute aussitôt : « Or, nous ne voulons pas mettre le gouvernement français dans l'embarras. Il faudrait que l'on sache que je me considère comme l'ami

des socialistes et de M. Mitterrand et que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour faciliter leur tâche. Je préfère, et de loin, l'actuelle équipe au pouvoir à un gouvernement de droite soumis à la volonté américaine. »

Le « guide de la révolution » nourrit de grandes ambitions concernant l'avenir des rapports franco-libyens. Dans le même souffle, il poursuit : « Je souhaite développer dans tous les domaines nos relations bilatérales : favoriser une action conjointe dans d'autres pays, notamment en Afrique et dans le monde arabe. J'attache davantage d'importance à ce double objectif qu'au tyoe de gouvernement qui finira par s'installer au Tchad. C'est pourquoi j'estime que la Libye et la France ne devraient pas se quereller sur une affaire qui concerne un Etat tiers ; leur intérêt commun est de se désengager du conflit. Les guerres civiles sont nombreuses à travers le monde. Au nom de quel devons-nous nous ingérer dans les affaires intérieures d'Etats souverains ? »

Le colonel Kadhafi conclut sa longue plaidoirie en ces termes : « Laissons les Tchadiens s'entendre entre eux. Ils n'auraient alors plus besoin de la France ou de la Libye. Il faudrait que nous entreprenions des efforts particuliers pour mettre un terme immédiatement à notre différend, lequel bloque le développement de nos relations. »

Un notable inflexionnement

Si tel était le cas, pourquoi ne fixez-vous pas sans tarder la date de l'évacuation des Libyens se trouvant au Tchad ?

« Cette question dépend de l'issue de nos échanges diplomatiques avec la France. J'ai confié au chancelier Bruno Kreisky un message verbal adressé à M. Mitterrand lui faisant des propositions concernant la solution du problème tchadien, ainsi que sur le développement accéléré de nos relations bilatérales. J'attends la réponse du président Mitterrand. »

Pris au pied de la lettre les propos du colonel Kadhafi marqueraient un inflexionnement notable de ses positions antérieures. En s'abstenant de dénoncer la seule intervention française, en offrant de retirer ses « experts », en ne parlant plus d'autre part du Tchad comme étant le « prolongement de la Jamahiriya », M. Kadhafi met en quelque sorte la Libye et la France sur le même plan face à un « Etat souverain » en proie à une « guerre civile ».

Le « guide de la révolution » libyen n'a pas non plus évoqué le processus diplomatique — engagé notamment par le truchement de l'OUA — destiné à favoriser une réconciliation nationale au Tchad. A-t-il décidé de dissocier le contentieux politique de l'aspect militaire du conflit ?

Il serait sans doute hasardeux de tirer des conclusions définitives de la dernière en date de ses prises de position. Cependant, sa présente attitude conciliante ne surprendra guère les milieux diplomatiques occidentaux à Tripoli. Un certain nombre de facteurs permettent en effet de soutenir que le colonel Kadhafi cherche depuis un certain temps une issue honorable à l'impasse dans laquelle il s'est engagé. A un retrait échelonné, que lui a proposé récemment la diplomatie française, il préfère de toute évidence une évacuation totale et « immédiate ».

Une guerre impopulaire

De l'avis général ici, le chef de la Jamahiriya voudrait se désengager pour de multiples raisons qui relèvent de l'intérêt de la Libye. Il est persuadé qu'il n'y aura pas de solution militaire à la lutte pour le pouvoir qui se déroule chez son voisin méridional et que celle-ci risque dès lors de s'éterniser. Or le journaliste de passage à Tripoli ne tarde pas à se rendre compte que la guerre du Tchad est hautement impopulaire au sein de l'opinion publique libyenne. En période de crise économique et d'austérité, personne n'apprécie une intervention particulièrement onéreuse. Même l'armée, qui connaît des difficultés croissantes dans le domaine de la logistique et qui se heurte parfois à la résistance de la population locale, souhaiterait se retirer au plus tôt. Le haut commandement pour sa part craindrait une relance des combats qui coûterait cher à l'armée libyenne. On n'oublie pas ici que plus de mille cinq cents soldats avaient été tués lors de l'intervention militaire en 1980-1982.

Le « ministre de la défense » du GUNT, M. Acheikh Ibn Omar, actuellement à Tripoli, admet non sans réticences qu'il est « de l'intérêt de la Libye et de la France de se désengager du Tchad ». Mais il ajoute aussitôt qu'un tel développement serait « dangereux » pour les forces de l'opposition. « En effet, nous a-t-il déclaré nous disposons d'informations indiquant que les Etats-Unis, le Soudan, l'Egypte, le Zaïre et d'autres pays s'apprentent activement pour prêter main-forte au régime de M. Hissène Habré. Les Libyens partis, nos ennemis s'appliqueront à nous éliminer. »

Une telle éventualité serait sans doute inacceptable pour le colonel Kadhafi, qui craint par dessus tout qu'un gouvernement hostile à la Libye s'installe définitivement à N'Djamena. C'est pourquoi insiste-t-il pour qu'un compromis soit conclu exclusivement « entre Tchadiens ». L'avenir dira si son offre de retirer son armée du Tchad est liée ou non à des garanties politiques qu'il demanderait à la France.

ERIC ROULEAU.

TCHAD:

KADDAFI S'ENLISE

Hugo Sada

Kaddafi donne l'impression d'être sur la défensive. Il a des problèmes à l'intérieur (comme en témoigne la fusillade de la caserne Dab Azizia à Tripoli le 8 mai). Sa situation au Tchad n'est guère brillante. Il connaît des difficultés croissantes.

Sur le plan régional d'abord. Les tentatives de Kaddafi pour semer le trouble autour du Tchad n'ont pas eu l'efficacité souhaitée. Ni au Niger, où la France et les Etats-Unis ont fait de gros efforts en matière de sécurité. Ni au Soudan, où Nimeiri, avec l'aide des Egyptiens et des Américains, a une fois encore rétabli ses positions. Le « raid » sur Omdurman entravera même pour un temps le dégel des relations entre Tripoli et Le Caire. La percée libyenne en Centrafrique reste contenue, et il ne peut espérer, ni au Nigeria ni au Cameroun, de retournement en sa faveur. Auprès de ses voisins maghrébins, et malgré sa réconciliation avec Hassan II, Kaddafi n'a pas su rétablir la confiance.

Enfin et surtout, au Tchad, les interventions des forces de Goukouni Weddeye et de ses alliés libyens dans la « zone rouge » (entre le 15° et le 16° parallèles) sont pratiquement inexistantes depuis le raid sur Ziguey (25 janvier). Début février, au sud de Fada, une offensive de ces forces a été stoppée brutalement par les FANT avant d'atteindre la zone rouge. Fin avril, au nord du 16° parallèle, une patrouille des FANT s'est même emparée de véhicules Toyota bourrés d'armes tchécoslovaques et soviétiques.

Retrouver une marge de manœuvre politique

Par ailleurs, la mésentente est de plus en plus grande entre Libyens et goukounistes. Sans compter les manifestations hostiles des populations civiles du nord du Tchad, qui commencent à réagir contre une occupation qui prend la forme d'une véritable annexion. Ces tensions ont même suscité un regain de nationalisme tchadien parmi les « protégés » de Kaddafi. Ainsi s'explique la multiplication des ralliements des combattants goukounistes aux FANT. Les plus nombreux à le faire sont les membres du CDR (Conseil démocratique révolutionnaire) d'Acheikh Ibn Oumar. Malgré le discours prudent de leur chef, les responsables de cette tendance, considérée pourtant comme la plus proche de la Jamahiriya, ne cachent pas, en privé, leur détermination à sortir au plus vite de l'orbite libyenne pour retrouver une marge de manœuvre politique.

Autre contrainte de taille pour les Libyens au sud d'Aouzou : la logistique. Distances, difficultés du terrain, problèmes d'organisation : le dispositif libyen n'est pas facile à maintenir. Et les Français surveillent avec méfiance redéploiements, manœuvres, et surtout, travaux d'infrastructures.

Kaddafi n'a pas plus réussi à déstabiliser le Sud, région clé pour le régime de N'Djaména. Fin 1983, plusieurs centaines d'opposants or-

ganisés en commandos y opéraient et la violente répression des FANT n'a pas apaisé le climat. Des progrès notables ont été enregistrés depuis. Grâce au rappel par Habré de certains responsables des FANT, remplacés par des non-Goranes et une politique de réconciliation. La dernière récolte de coton, qui a dépassé les prévisions (140 000 à 150 000 tonnes) témoigne d'un certain retour au calme. Les ralliements enfin se multiplient, ici aussi, depuis le début de l'année, les derniers en date étant ceux des « commandos verts ».

Jusqu'à présent, Kaddafi a pu empêcher la réconciliation nationale. La réussite d'une telle entreprise sans la disparition d'Hissein Habré serait une catastrophe pour lui. Un éventuel ralliement dans des conditions honorables de la majorité des composantes du « Gouvernement de salut national », formé à Bardaï le 28 octobre 1982, et de l'essentiel de ses forces militaires (en particulier les 3 000 ou 4 000 combattants qui occupent la zone avant du dispositif libyen, de la ligne Faya-Fada au 16^e parallèle), pourrait le conduire à adopter une attitude plus défensive encore pour protéger le Tibesti et la bande d'Aouzou. Surtout, Kaddafi pourrait alors difficilement maintenir même l'illusion de n'être pas un agresseur et un occupant illégitime.

Deux axes pour la diplomatie française

Or, précisément, malgré Ziguey, malgré l'échec de la conférence d'Addis Abeba début janvier, la diplomatie française, depuis le voyage à Tripoli, début février, du ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson, poursuit ses efforts en faveur de la réconciliation nationale. Les partisans de Goukouni ont également multiplié les contacts avec Paris et plusieurs autres capitales africaines.

Les efforts diplomatiques fran-

çais se développent selon deux axes. D'abord, l'organisation d'une réunion entre les tendances tchadiennes, sous l'égide de l'OUA. Tout le monde est d'accord sur le principe et les bonnes volontés africaines pour aider au succès de l'entreprise ou accueillir une telle réunion ne manquent pas.

Désengagement progressif des forces en présence

Le second axe, non plus tchadotchadien mais franco-libyen, concerne la situation militaire sur le terrain. L'idée est d'aboutir à un désengagement parallèle et progressif des forces françaises et libyennes et, éventuellement, au déploiement d'une force neutre internationale, si possible interafricaine, qui le garantirait.

Reste que, si Kaddafi s'enlise en effet, il demeure opposé au maintien d'Hissein à N'Djaména. A Claude Cheysson en février, comme à Francis Gutmann, secrétaire général du Quai d'Orsay, qui s'est rendu le 24 avril à Tripoli, le numéro un libyen a répondu clairement : pas de réconciliation nationale ou d'accord franco-libyen sans l'élimination d'Hissein Habré. L'hypothèse d'un « troisième homme » avancée il y a quelque temps par Kaddafi ayant visiblement pour objectif de semer le trouble entre N'Djaména et Paris et de faire apparaître Habré comme le responsable de l'échec d'une solution politique. Le fait de reconnaître aujourd'hui la présence libyenne au Tchad et d'annoncer (le 30 avril, dans une interview à TF1) qu'il est prêt à retirer ses troupes si les Français s'en vont, montre que Kaddafi est soucieux de réduire les inquiétudes des Africains... Sans doute cherche-t-il à maintenir l'espoir que les efforts pour une solution politique et un accord franco-libyen ne doivent pas être abandonnés. Mais il n'est pas, ou pas encore, prêt à en accepter le prix. ❖

Libye

Tripoli annonce la mort du chef du commando d'opposants

Tripoli (AFP). — Le chef du commando d'opposants libyens, auteur mardi 8 mai de la fusillade de Tripoli, a été pris et abattu samedi par les comités révolutionnaires, a annoncé, dimanche 13 mai, le journal *Fajr El Djedid* (« Aube nouvelle »).

Le journal publie deux photos où l'on peut voir un homme étendu sur le dos dans un lit, portant des blessures. Selon *Fajr El Djedid*, le chef du commando, qui serait un Frère musulman, s'appelle Ouajdi El Chouihadi; il était en fuite et a été abattu dans un immeuble de Tripoli, après avoir refusé de se rendre.

La presse libyenne a déjà fait état de six autres membres du commando en fuite, publiant la photo de trois d'entre eux. Les cadavres de six autres personnes tuées mardi ont été exposés sur la place Verte (centre de la ville) et montrés à la télévision.

Selon les mêmes sources à Tripoli, plusieurs milliers de personnes répondant à des appels de congrès po-

pulaires de base réunis en session extraordinaire, et repris par la télévision, ont manifesté dimanche matin « leur colère ». Cette manifestation avait pour cible les « impérialistes », les « réactionnaires », les « Frères musulmans », mis en cause par le colonel Kadhafi dans l'affaire du coup de force manqué et les « régimes réactionnaires arabes ».

D'autre part, la Libye a protesté dimanche contre le « soutien accordé » par Londres et Washington aux « terroristes » récemment infiltrés en Libye. Selon l'agence de presse libyenne JANA, le « bureau populaire de liaison extérieure » (ministère des affaires étrangères) libyen a convoqué l'ambassadeur d'Italie et le chargé d'affaires belge en poste à Tripoli pour leur remettre une note de protestation. Rome et Bruxelles sont respectivement chargés des intérêts britanniques et américains en Libye, à la suite de la rupture des relations diplomatiques anglo-libyennes et américano-libyennes.

LE MATIN

19/20 MAI 1984

BELGIQUE **Accord nucléaire** **avec la Libye**

La Belgique et la Libye ont paraphé un accord-cadre de coopération économique et technique, ouvrant la voie à des transferts de technologie, notamment dans le domaine de l'énergie nucléaire. Un second accord, strictement nucléaire, devrait être signé sous peu entre les deux pays, mais doit encore recevoir l'approbation du gouvernement belge. Il permettrait de préciser le cadre des activités de conseil technique exercées en Libye par la société Belgonucléaire. Il ne concernerait pas les secteurs sensibles de l'industrie nucléaire comme le retraitement des déchets, l'enrichissement du combustible ou la fabrication d'eau lourde.

JEUNE AFRIQUE N° 1221 — 30 MAI 1984

Entraînement. La plupart des membres du commando qui a attaqué la caserne Bab Azizia, le 8 mai à Tripoli, avaient été dans des camps d'entraînement au Maroc. Pendant les années 1980, 1981, 1982, du temps où le général Ahmed Dlimi était chef des services secrets.

ATTENTATS, MALAISE DE L'ARMÉE, CONTESTATIONS DIVERSES**Le régime semble entrer dans la zone des tempêtes**

Tripoli. — Par sa brutalité et son audace, le coup de semonce a fortement ébranlé les services de sécurité libyens : le gigantesque arsenal de la province de Cyrénaïque situé à El Abyar, non loin de la frontière égyptienne, a été détruit dans la nuit du 24 au 25 mars, et il y a eu, dit-on, quelque deux cents victimes. Le sabotage était l'œuvre d'une main experte. Tel un mécanisme d'horlogerie, les salles souterraines, où étaient entreposées de considérables quantités d'armements et de munitions, ont explosé les unes après les autres, réduisant en cendres un ensemble de bâtiments dont l'un servait de prison. De nombreux détenus et des militaires périrent sous les décombres. L'attentat aurait été suivi par d'autres.

Divers incidents, dont une mutinerie dans une caserne, alimentent la rumeur publique. On parle d'arrestations, de sanctions collectives, d'exécutions. Fondées ou non, ces rumeurs illustrent en tout cas le malaise qui perce dans les rangs de l'armée régulière. Les autorités observent tout autant le silence sur de mystérieux incendies qui ont éclaté en avril dans divers bâtiments publics, notamment dans des supermarchés de Tripoli où des miliciens de la « garde révolutionnaire » assurent désormais la sécurité. Le choix des cibles n'était sans doute pas fortuit : les supermarchés, qui appartiennent à l'Etat, symbolisent ici la nationalisation du commerce, grand ou petit, la collectivisation de la production agricole, mais aussi les pénuries et la cherté de la vie. Dans la quasi-totalité des cas, les attentats ont été commis d'évidence par des professionnels.

Ont-ils été entraînés au Soudan, comme l'affirme le colonel Kadhafi, sous la supervision d'instructeurs américains ? Appartiennent-ils tous à des confréries musulmanes qui défendent tout à la fois le puritanisme des mœurs et la propriété privée ? Les deux étudiants exécutés — ou plutôt lynchés — le 16 avril appartenaient tous les deux à des organisations islamistes et étaient issus de familles de riches commerçants ruinés par les mesures de nationalisation.

Virtuellement, toute activité économique est contrôlée par l'Etat : l'industrie, l'agriculture, le commerce, sont gérés non pas nécessairement selon les critères du profit — d'où le coût prohibitif des produits, — mais en fonction des « besoins du peuple ». De très rares métiers comme celui de garagiste relèvent toujours du secteur privé, et encore, à condition que l'artisan n'ait pas recours à une main-d'œuvre salariée. La règle empêche dès lors un médecin de s'installer à son propre compte ou un ingénieur d'ouvrir un bureau d'études. Ainsi prétend-on supprimer « l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Le colonel Kadhafi répond à la contestation par le défi. Dans un discours prononcé le 26 avril dernier devant le « congrès populaire » d'un quartier de Tripoli, il propose de fonctionnariser les tailleurs, les coiffeurs, les boulangers et les pâtisseries — « des

De notre envoyé spécial

métiers non productifs et insignifiants », selon ses termes — afin que les bénéfices réalisés par ces modestes artisans « reviennent au budget de l'Etat ».

Il est vrai que c'est grâce aux fonds publics que la Libye a été dotée en moins de quinze ans d'une remarquable infrastructure — trente mille kilomètres de routes asphaltées, des réseaux d'électricité, d'eau courante, et des télécommunications desservant l'ensemble du pays, — que ce sont les fonds publics qui ont permis de financer la gratuité de l'enseignement et des soins médicaux. En outre, tout citoyen est d'office propriétaire du logement qu'il occupe ; s'il désire en acquérir ou en construire un autre, il peut bénéficier d'un emprunt à long terme, sans intérêts, que lui octroiera une banque nationalisée.

L'étatisation à outrance

Cependant, les avantages de l'étatisation à outrance sont résorbés peu ou prou par les vices qu'engendre le système. L'étouffement de l'esprit d'initiative, la bureaucratization, le marché noir, le népotisme, la corruption, sous toutes ses formes, ont pris des proportions inquiétantes, comme en témoignent des articles de presse et les doléances que des citoyens expriment aux réunions des « congrès populaires de base », les débats étant diffusés en direct par la télévision tous les après-midi.

Depuis ce printemps, l'armée n'est plus épargnée. Elle est même l'une des cibles favorites des comités révolutionnaires — qu'inspire personnellement le colonel Kadhafi, — dont l'organe *Al Zahf Al Akhdar* dénonce avec un rare acharnement son « embourgeoisement ». Les médias mettent au pilori les « seigneurs » de l'armée qui se « prélassent » dans des palais et roulent dans « de luxueuses voitures », au même titre que les hauts fonctionnaires qui occupent de « somptueuses bureaux ». L'organe des comités révolutionnaires a récemment étalé à longueur de pages des photos de voitures appartenant à des officiers et a coiffé l'ensemble par le mot d'ordre imprimé en caractères d'affiche : « *Brûlez-les !* »

La campagne de presse a porté ses fruits. Les congrès populaires de base, auxquels appartiennent en principe tous les citoyens des deux sexes, ont pris le relais en critiquant à tort et à travers le comportement réel ou supposé des militaires.

Un grave incident a marqué la réunion que tenait l'un d'eux le 24 avril dernier, dans la ville d'Ajdabia, située sur la côte, entre Syrte et Benghazi. Des soldats et des policiers qui étaient venus en uniforme se défendre devant l'assemblée populaire ont été conspués et éjectés.

Le colonel Kadhafi estima que le dérapage était trop important pour persister dans le silence. Prenant la parole le surlendemain

à un autre congrès populaire qui se tenait à Tripoli et auquel il s'était rendu « inopinément », il condamna l'initiative de l'assemblée d'Ajdabia, la critiquant il est vrai davantage dans la forme que sur le fond. Certes, déclara-t-il, l'armée, par sa nature, ne pouvait participer à la « démocratie directe » pratiquée dans la Jamahiriya, « de même que nous n'aurions pas permis à des employeurs de prendre part aux délibérations des salariés », mais il serait faux, ajouta-t-il, de traiter l'ensemble des militaires comme des contre-révolutionnaires. Dans leur grande majorité, ils étaient sous-payés et risquaient leur vie pour défendre le territoire national et des causes justes, « notamment au Liban ».

Il a rappelé que la « révolution du 1^{er} septembre (1969) a été celle des soldats qui ont ouvert au peuple la voie du pouvoir ». L'ambivalence apparente de la plaidoirie a été cependant dissipée par une phrase-clé : « Les congrès populaires et les comités révolutionnaires devraient se renforcer, a-t-il lâché, faute de quoi l'armée régulière risque d'être utilisée par les forces hostiles à la révolution pour abattre le pouvoir du peuple. »

Faudrait-il en conclure qu'il craint un coup d'Etat ? Que les officiers, issus pour la plupart de la petite et de la moyenne bourgeoisie, précisément des catégories sociales lésées par les mesures d'étatisation, pourraient retourner leurs armes contre la Jamahiriya ? A ces questions que nous lui posions, le colonel Kadhafi a répondu énergiquement par la négative : « Notre révolution a été dès son origine populaire, et elle le demeurera. » Il ne s'en cache d'ailleurs pas : son objectif est de susciter un pouvoir — et, en attendant, un contre-pouvoir — qui le mettrait à l'abri d'un coup d'Etat : les congrès populaires, animés par les comités révolutionnaires seront soutenus par l'« armée du peuple », en cours de formation, cette dernière étant destinée à remplacer l'armée régulière.

Le colonel Kadhafi y tient à un point tel qu'il s'est livré à une manœuvre inhabituelle qui ressemble fort à un coup de force. Le Congrès général du peuple (l'équivalent d'un Parlement) ayant repoussé en février dernier un projet de loi portant sur la création de l'« armée du peuple » et l'instauration du service militaire obligatoire pour garçons et filles (*le Monde* du 12 mai), le « guide de la révolution » a réuni peu après — on ignore où et comment — une autre « Assemblée populaire » pour faire approuver ce même projet de loi... Mais on ne sait pas encore clairement si cette « législation » sera appliquée coûte que coûte.

Malaise de l'armée, fronde au sein des congrès populaires, sourde contestation des musulmans traditionalistes, attentats meurtriers perpétrés par des organisations islamistes télécmandées ou non de l'étranger : la Jamahiriya est sans doute entrée dans la zone des tempêtes.

ERIC ROULEAU.

La comédie n'a-t-elle pas trop duré ? Comment pourrait-on désormais accorder foi aux affirmations, aux accusations, aux réquisitoires de l'homme de Tripoli qui, chaque fois qu'il se voit contraînt d'expliquer la colère qui monte dans l'opinion publique libyenne contre les pratiques d'un régime de jour en jour plus affaibli, isolé et impopulaire, le fait en mettant en cause de prétendues ingérences ou conspirations de la Résistance palestinienne (notamment du Fatah d'Arafat), de l'Algérie, de la Tunisie ou d'on ne sait trop quelle autre puissance occulte ? Pense-t-il sérieusement que si les Etats-Unis tenaient vraiment à se débarrasser de lui, ils n'auraient pas réussi depuis le temps, grâce à leurs centaines d'agents et aux milliards qu'ils utilisent pour déstabiliser et renverser des régimes qu'ils considèrent comme réellement dangereux pour leurs intérêts ? Son maintien au pouvoir ne sert-il pas plutôt une stratégie à long terme des Etats-Unis dans la région, en Afrique du Nord comme dans l'ensemble du monde arabe et dans l'Afrique entière ?

Mais qu'importe la réalité des faits que nous rapporte le colonel sur les événements sanglants du 8 mai à Tripoli, qui ont abouti à l'exécution d'une dizaine de Libyens dont les cadavres ont été publiquement exposés ? Il est certes exact que le chef de l'Etat libyen a de puissants adversaires sur le plan international, mais force est d'admettre que le peuple conscient de Libye en a assez des contradictions, des paradoxes, des incohérences d'une politique extérieure et intérieure dans lesquels se débat le régime de Kadhafi. Il en a assez des exécutions sommaires des étudiants sous de fallacieux prétextes, des arrestations, de la torture, des « disparitions », de l'exil des cerveaux.

Il en a assez des alliances contre nature avec des régimes féodaux tels que le Maroc et l'Arabie saoudite contre les

régimes progressistes arabes et africains, des virages constants, à l'égard de tel ou tel pays, hier fidèle allié, ennemi déclaré aujourd'hui, de ses dénonciations inadmissibles de la Résistance palestinienne et de sa principale composante, le Fatah, de ses tentatives nombreuses et vaines pour liquider les véritables patriotes palestiniens, de son refus de respecter ses engagements de soutien effectif et concret aux régimes progressistes gravement menacés par l'impérialisme, le néo-colonialisme et le racisme ; de ses ententes éhontées avec tous les véritables adversaires de la révolution algérienne pour encercler, affaiblir, déstabiliser et étouffer le régime de Chadli Bendjedid ; de ses ambitions annexionnistes et hégémoniques à l'égard du Tchad, de l'Algérie et de la Tunisie ; de son lâche abandon de l'héroïque cause du peuple sahraoui au bénéfice de la stratégie promarocaine...

Au moment où le leader libyen voit s'effriter l'autorité arbitraire qu'il exerçait sur des comités populaires devenus, en quelque sorte, des bastions de contestation de sa politique ; au moment où il s'aperçoit que le niveau de vie de son peuple ne cesse de baisser du fait que les deux tiers de son budget sont consacrés à l'achat d'armes sophistiquées qu'il n'a jamais utilisées contre les véritables adversaires de la nation arabe ; au moment où la corruption, la gabegie et l'anarchie bureaucratique s'étendent un peu partout, où s'est donc envolé le rêve, qu'il avait un jour caressé, de voir la Libye se transformer en un phare vers lequel se tourneraient les yeux et les cœurs des masses arabes et africaines ? Moâmmar el-Kadhafi n'est-il pas en train de récolter ce qu'il a — mal — semé ? Plus que la nébuleuse idéologie de son Livre vert, n'est-ce pas sur les expériences des quinze dernières années qu'il devrait aujourd'hui méditer, sous l'une des tentes qu'il a dressées dans l'immense désert libyen ?...

S.M.

LIBYE: LA NEBULEUSE KADHAFI

Colonel, Guide, Chef de la Révolution... Si les majuscules sont de rigueur, la rigueur, elle, semble absente dans la politique de Moâmmar el-Kadhafi, qui pratique la fuite en avant.

Par HEDI DHOUKAR



Il est difficile, voire impossible, pour ce qui concerne les événements qui impliquent régulièrement la Jamahiriya libyenne sur la scène internationale, de distinguer le vrai du faux. Le colonel Moâmmar el-Kadhafi soulève autour de lui des passions trop contradictoires, avec leur outrance inévitable — que celle-ci émane des camps de ses partisans ou de celui des pourfendeurs de son action. Il n'en est pas moins vrai, cependant, que tous s'accordent généralement pour ne pas prendre le discours du dirigeant libyen pour argent comptant, ou pour sanctifier tout ce qu'il entreprend.

Ceux qui sont tentés de le faire n'échappent pas, quant à eux, à un certain malaise devant l'incapacité d'expliquer les tenants et les aboutissants d'une entreprise politique qui prend, au demeurant, une dimension dépassant largement le strict contexte libyen, impliquant divers pays et brassant toutes les causes. Le théoricien de la « troisième voie » ferraille en effet avec une égale ardeur au Tchad et aux Philippines, au Sahara occidental et à Malte, en Irlande et en Centrafrique, en Amérique centrale et en Ethiopie...

Bien sûr, une certaine révolte semble l'inspirer qui trouve instinctivement un écho auprès de tous les révoltés du monde. Mais les entreprises qui semblent la traduire surprennent souvent par leur caractère disproportionné et brouillon. Elles n'éclairent en tout cas en rien la nature des objectifs recherchés. Elles peuvent, en revanche, faire illusion en accréditant l'idée d'une certaine impunité d'un pays où les représentations diplomatiques sont, il est vrai, devenues matériel inflammable. Elles contribuent finalement à renforcer l'arsenal des arguments occidentaux contre la Libye, et, par-delà, contre des pays du tiers monde qui recherchent une politique plus efficace, plus cohérente en tout cas.

pour lutter pied à pied contre les stratégies occidentales à l'œuvre en Afrique, dans le monde arabe et ailleurs.

Cela conduit naturellement à poser, à propos de la politique étrangère libyenne, le problème de la fin et des moyens, sans oublier évidemment que les bonnes intentions de Kadhafi n'empêchent pas l'enfer d'en être pavé. D'aucuns pourraient prétendre que le colonel libyen se trouve peut-être contraint à s'exprimer par des actions, à faire de l'action un discours et la philosophie. Dans ce cas, il conviendrait alors d'interpréter les initiatives du dirigeant libyen, mais sans jamais être vraiment sûr de le faire correctement tant elles peuvent être contradictoires avec le propre discours idéologique du colonel. Sans oublier qu'en matière d'interprétation, chacun est sûr de trouver son compte. Telle est l'énigme de cet homme que l'on décrit volontiers comme un mystique.

Or il y a justement un problème entre mystique et action. La mystique a un caractère totalisant et l'action qui s'en réclame ne peut éviter de s'imbiber d'une dose de fanatisme et d'incohérence. Constatant un changement sur le visage d'Averroès, entre un oui et un non, son disciple autodidacte, le mystique Ibn Arabi, avait pu affirmer : « *Entre le oui et le non, la nuque se détache du corps et l'esprit prend son envol.* » De même, le sens des actions de Kadhafi semble défier la raison, se détacher d'elle et résider ailleurs, très loin, comme dans une autre nébuleuse : la nébuleuse Kadhafi.

Significatif, ô combien !

Tout le monde, forcément, ne peut l'y suivre. Mais force est de constater, au moins en matière de politique étrangère, une sorte d'interminable fuite en avant qui fait qu'après avoir pris une initiative, le colonel Kadhafi se décharge souvent des responsabilités qu'elle implique. Ou bien, après avoir mis en application une idéologie, il décide de n'en plus contrôler les excès et les excès, sous prétexte qu'il n'a plus le pouvoir. Sans oublier la plus inacceptable forme de fuite en avant qui consiste à se venger sur les peuples et leurs franges les plus fragiles et exposées (les immigrés égyptiens, tunisiens, palestiniens... en Libye) quand le pouvoir de Tripoli entre en conflit avec des régimes voisins ou avec la direction de l'O.L.P.

Cela prouve au moins une chose : Kadhafi n'a de l'unité arabe qu'une idée abstraite, sans épaisseur humaine ou, pire, il la conçoit comme un syndicat des régimes en place. De même, la théorie de la « troisième voie » tient peu compte du sentiment des peuples que

l'on veut rallier. Le moins que l'on puisse dire est que la pureté utopique de cette idéologie a été compromise et souillée par les missionnaires qui, au-delà des frontières libyennes, veulent en semer les germes avec des pétrodollars ou des armes automatiques.

Les exemples de revirement ne manquent pas. Ainsi, après avoir contribué à sauver le régime de Numeiry lors du coup d'Etat de juillet 1971 en interceptant l'avion qui transportait, de Londres à Khartoum, deux officiers progressistes, Kadhafi a été conduit, plusieurs années après, à regretter son geste. De même, pour avoir fait disparaître, en septembre 1978, l'imam Moussa Sadr, dirigeant de la communauté chiite libanaise, Kadhafi se trouve aujourd'hui placé dans l'embarras, c'est le moins que l'on puisse dire, vis-à-vis de cette communauté, qui a pris depuis un poids politique décisif au Liban.

Une idée abstraite

Quant au comportement du dirigeant libyen vis-à-vis de la cause palestinienne en général, et de Yasser Arafat en particulier, il est encore plus significatif de cette fuite en avant. On y retrouve, en effet, non seulement la marque d'un mépris pour le peuple palestinien — auquel revient seul le droit de se prononcer sur l'action des dirigeants qu'il s'est choisis —, mais on y décèle surtout — et ce n'est pas propre aux seuls dirigeants libyens — l'affirmation franche et claire selon laquelle la Palestine intéresse tous les Arabes. Donc, les Arabes étant représentés par des régimes, ces derniers ont, à ses yeux, une certaine légitimité d'action sur la Palestine qu'enlève aux Palestiniens le droit de se prononcer en priorité sur leur destin. Un raisonnement significatif, ô combien !, de certains dirigeants arabes qui se plaisent certainement à s'imaginer dans la peau de Saladin.

Sans oublier que Kadhafi sacrifie, comme beaucoup de ses pairs, au folklore prisé des embrassades entre frères ennemis et au langage édifiant des « Je t'aime, moi non plus ». De sorte que l'illogique cesse de surprendre et que, pour l'éducation des masses certainement, on doit admettre que Kadhafi peut considérer l'Arabie saoudite comme un ennemi « pire qu'Israël », rompre avec ce royaume, puis s'en rapprocher spectaculairement, au point de lui confier la défense de ses intérêts à Londres... Il ne faut pas être surpris après cela d'apprendre en même temps que Riyad soutient et finance la plupart des mouvements d'opposition libyens, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis notamment ! Les exemples ne manquent pas.

Certes, certaines tactiques peuvent être justifiées, des erreurs pardonnées

si un but est atteint qui les rend acceptables. Or le problème majeur de Kadhafi est, hélas, de toujours échouer dans ses entreprises. Ce qui le pousse sans doute, par dépit, à persévérer à chercher un succès par tous les moyens. Le malheur, c'est qu'il en arrive ainsi à désespérer irrémédiablement ceux qui ont cru en lui, y compris parmi ses plus proches partisans, à compromettre ainsi la seule chose positive qu'il ait vraiment réalisée: l'édification, en une décennie, d'une Libye moderne, riche en pétrole, ambitieuse et lancée dans le développement, même si ce développement a souffert d'une absence de planification scientifique visionnaire et d'une cohérence réelle.

Or même cet acquis risque d'être anéanti en tombant entre les mains des Sadate en herbe qui prolifèrent dans ce pays, tentant de ravir à Kadhafi une crédibilité qu'il a de plus en plus de mal à défendre. Son drame semble résider dans un certain ressassement idéologique, une persévérance dans la reproduction des actes répétitifs. Bref, l'in-

capacité à se renouveler et à avancer en tirant les leçons du passé. Il a été, dans les premières années de la révolution, un homme qui, malgré son inexpérience politique et économique, a été fortement influencé par la puissante image que projetait Nasser dans l'opinion. Mais quinze ans après avoir liquidé les bases américaines, il n'a pas semblé trouver d'autres formes efficaces de lutte contre l'impérialisme que le recours à des slogans sans doute populaires, mais qui ne trouvaient pas un champ d'application réel.

De même, le leader libyen ne paraît tenir aucunement compte du fait que la défaite de 1967, puis les accords de Camp David en 1978 reflètent un nouveau rapport de forces et ont profondément transformé les mentalités dans le monde arabe. La cause palestinienne y a pris définitivement le pas sur les slogans des régimes arabes vaincus ou complaisants remâchant, jusqu'à le vider de tout contenu, le concept d'unité arabe.

A la différence de Kadhafi qui évolue

dans l'espace limité de sa nébuleuse, Nasser a toujours su reconnaître, même parfois trop tard, ses erreurs. De sorte qu'il n'a jamais été aussi grand que quand il a endossé publiquement toute la responsabilité de la défaite de 1967 et proposé sa démission à son peuple qui n'en a pas voulu. Jusque dans sa mort, Nasser a fusionné avec les masses égyptiennes qui ont laissé l'inhumation de Sadate se dérouler dans une semi-clandestinité, dans l'indifférence générale, en présence d'un quarteron d'officiers. Or le plus grand danger que court désormais le leader libyen ne vient de personne d'autre que lui. C'est celui de son isolement grandissant au sein de son propre peuple, d'abord, et par rapport aux autres peuples qu'il scandalise souvent, quand il ne trahit pas leurs véritables aspirations en croyant s'exprimer en leur nom. Ainsi en arrive-t-il à compromettre la nécessaire solidarité des peuples avec la Libye quand celle-ci se trouve réellement menacée, et fait-il, en définitive, le jeu de ses ennemis à l'affût. HEDI DHOUKAR

Coup de semonce à Tripoli

Par GHASSAN IBRAHIM

Le non-événement d'Azizia n'est que le signe d'un mécontentement qui sévit à tous les échelons de la société.

Sur les conditions dans lesquelles ont eu lieu des affrontements, le mardi 8 mai, à Tripoli, les versions diffèrent. Pour la presse occidentale qui se fie aux témoignages de diplomates en poste dans la capitale libyenne, un commando d'environ quinze personnes aurait lancé une attaque, à la roquette et à l'arme automatique, contre le camp fortifié d'Azizia. Situé au centre de Tripoli, ce camp abrite le siège des fameux comités révolutionnaires qui incarnent aujourd'hui le pouvoir en Libye. Il sert occasionnellement de domicile au colonel Kadhafi, censé s'y trouver lors de l'attaque présumée.

Outre le fait qu'un envoyé spécial du « Monde », qui s'est rendu sur les lieux, n'a constaté aucune trace d'affrontement, cette version paraît peu vraisemblable étant donné le caractère de citadelle du camp d'Azizia. Elle ne peut convaincre que si on accorde foi aux assertions de l'opposition libyenne basée à Londres, qui a revendiqué l'action du commando et a affirmé qu'il bénéficiait de la complicité de soldats à l'intérieur même du camp. Mais, là

encore, il faudrait qu'un tel soulèvement ait laissé des traces. D'autant que des témoins ont entendu une véritable canonnade.

L'explication officielle libyenne n'est pas plus crédible pour autant. Elle établit un lien entre trois hommes interceptés à la frontière tuniso-libyenne, ce même mardi 8 mai, et la fusillade de Tripoli dont le lieu n'est pas précisé. Ce lien résiderait dans le fait que les trois hommes auraient été des saboteurs



Cadavres de membres du « commando »
Assaillants ou assaillis ?

si un but est atteint qui les rend acceptables. Or le problème majeur de Kadhafi est, hélas, de toujours échouer dans ses entreprises. Ce qui le pousse sans doute, par dépit, à persévérer à chercher un succès par tous les moyens. Le malheur, c'est qu'il en arrive ainsi à désespérer irrémédiablement ceux qui ont cru en lui, y compris parmi ses plus proches partisans, à compromettre ainsi la seule chose positive qu'il ait vraiment réalisée : l'édification, en une décennie, d'une Libye moderne, riche en pétrole, ambitieuse et lancée dans le développement, même si ce développement a souffert d'une absence de planification scientifique visionnaire et d'une cohérence réelle.

Or même cet acquis risque d'être anéanti en tombant entre les mains des Sadate en herbe qui prolifèrent dans ce pays, tentant de ravir à Kadhafi une crédibilité qu'il a de plus en plus de mal à défendre. Son drame semble résider dans un certain ressassement idéologique, une persévérance dans la reproduction des actes répétitifs. Bref, l'in-

capacité à se renouveler et à avancer en tirant les leçons du passé. Il a été, dans les premières années de la révolution, un homme qui, malgré son inexpérience politique et économique, a été fortement influencé par la puissante image que projetait Nasser dans l'opinion. Mais quinze ans après avoir liquidé les bases américaines, il n'a pas semblé trouver d'autres formes efficaces de lutte contre l'impérialisme que le recours à des slogans sans doute populaires, mais qui ne trouvaient pas un champ d'application réel.

De même, le leader libyen ne paraît tenir aucunement compte du fait que la défaite de 1967, puis les accords de Camp David en 1978 reflètent un nouveau rapport de forces et ont profondément transformé les mentalités dans le monde arabe. La cause palestinienne y a pris définitivement le pas sur les slogans des régimes arabes vaincus ou complaisants remâchant, jusqu'à le vider de tout contenu, le concept d'unité arabe.

A la différence de Kadhafi qui évolue

dans l'espace limité de sa nébuleuse, Nasser a toujours su reconnaître, même parfois trop tard, ses erreurs. De sorte qu'il n'a jamais été aussi grand que quand il a endossé publiquement toute la responsabilité de la défaite de 1967, et proposé sa démission à son peuple qui n'en a pas voulu. Jusque dans sa mort, Nasser a fusionné avec les masses égyptiennes qui ont laissé l'inhumation de Sadate se dérouler dans une semi-clandestinité, dans l'indifférence générale, en présence d'un quarteron d'officiers. Or le plus grand danger que court désormais le leader libyen ne vient de personne d'autre que lui. C'est celui de son isolement grandissant au sein de son propre peuple, d'abord, et par rapport aux autres peuples qu'il scandalise souvent, quand il ne trahit pas leurs véritables aspirations en croyant s'exprimer en leur nom. Ainsi en arrive-t-il à compromettre la nécessaire solidarité des peuples avec la Libye quand celle-ci se trouve réellement menacée, et fait-il, en définitive, le jeu de ses ennemis à l'affût. HEDI DHOUKAR

Coup de semonce à Tripoli

Par GHASSAN IBRAHIM

Le non-événement d'Azizia n'est que le signe d'un mécontentement qui sévit à tous les échelons de la société.

Sur les conditions dans lesquelles ont eu lieu des affrontements, le mardi 8 mai, à Tripoli, les versions diffèrent. Pour la presse occidentale qui se fie aux témoignages de diplomates en poste dans la capitale libyenne, un commando d'environ quinze personnes aurait lancé une attaque, à la roquette et à l'arme automatique, contre le camp fortifié d'Azizia. Situé au centre de Tripoli, ce camp abrite le siège des fameux comités révolutionnaires qui incarnent aujourd'hui le pouvoir en Libye. Il sert occasionnellement de domicile au colonel Kadhafi, censé s'y trouver lors de l'attaque présumée.

Outre le fait qu'un envoyé spécial du « Monde », qui s'est rendu sur les lieux, n'a constaté aucune trace d'affrontement, cette version paraît peu vraisemblable étant donné le caractère de citadelle du camp d'Azizia. Elle ne peut convaincre que si on accorde foi aux assertions de l'opposition libyenne basée à Londres, qui a revendiqué l'action du commando et a affirmé qu'il bénéficiait de la complicité de soldats à l'intérieur même du camp. Mais, là

encore, il faudrait qu'un tel soulèvement ait laissé des traces. D'autant que des témoins ont entendu une véritable canonnade.

L'explication officielle libyenne n'est pas plus crédible pour autant. Elle établit un lien entre trois hommes interceptés à la frontière tuniso-libyenne, ce même mardi 8 mai, et la fusillade de Tripoli dont le lieu n'est pas précisé. Ce lien résiderait dans le fait que les trois hommes auraient été des saboteurs



Cadavres de membres du « commando »
Assaillants ou assaillis ?

munis de passeports soudanais. Deux seraient palestiniens et le troisième le chef libyen d'un mouvement intégriste, qui aurait été abattu sur place. On aurait découvert sur eux la liste d'un réseau de complices libyens qui auraient loué un immeuble à Tripoli. Et ce serait cet immeuble que les forces libyennes ont assiégé, livrant bataille pendant plus de cinq heures.

Insaississables comités

Cette version ne peut convaincre que si l'on partage l'opinion du colonel Kadhafi sur les « *trois saboteurs professionnels* » interceptés, en admettant que ce sont « *des imbéciles* ». Sans oublier que selon les autorités tunisiennes — qui n'ont pas été démenties —, trois personnes ont été effectivement interceptées à la frontière avec la Libye, mais à un endroit différent, le 8 mai. Il s'agit de trois gardes-frontière tunisiens. Une coïncidence troublante.

En résumé, Tripoli semble étayer ses affirmations en exposant les cadavres d'une dizaine de personnes dont nul ne sait pour l'instant s'ils étaient assaillants ou assaillis, et en lançant une vaste campagne d'arrestations touchant, dit-on, des centaines de personnes. Le reste semble surtout destiné à impliquer les Palestiniens du Fatah, les Tunisiens désignés implicitement comme des complices, ainsi que le Soudan et l'Égypte, puisque, selon Kadhafi, les membres du commando — qui seraient tous des « *Frères musulmans* » (dont on sait qu'ils sont soutenus et financés par l'Arabie saoudite) — ont été entraînés au Soudan, à la base de Wali-Sidna, par des instructeurs soudanais et égyptiens sous la supervision d'experts américains. Le tout étant, bien entendu, manigancé par la Grande-Bretagne.

« *Les pays qui arment le bras des tueurs paieront cher leur forfait* », a-t-il conclu. Qu'imagine le leader libyen pour « punir » ces pays, « *arabes ou non* » ? Ils « *recevront la révolution* » ! De quelle révolution s'agit-il, celle qui repose essentiellement sur la puissance de l'argent procuré par le pétrole, devenu à présent une manne des plus réduites ? Celle qui prône la destruction des organes de pouvoir ? Mais si Kadhafi a fait le vide autour de lui, il semble incapable de le remplir. De sorte que la Jamahiriya se trouve plongée dans une sorte d'anarchie provoquée par la disparition des sources d'autorité à tous les niveaux, et donc de l'esprit de responsabilité. Il faut toujours passer par les comités révolutionnaires. Et ces derniers sont, bien entendu, insaisissables, voire occultes.

Ces comités ne vous jugent ni en fonction de votre statut, ni de votre fonction, ni même de votre nationalité. Mais uni-

quement d'après votre « ardeur révolutionnaire ». Et ils ont leurs propres critères de mesure, leur conception locale de la révolution, qu'ils sont évidemment incapables d'exposer. Il ne faut surtout pas leur demander de le faire, sous peine d'être suspecté d'espionnage.

Cette tyrannie, que Kadhafi a fini par reconnaître, suscite un immense mécontentement à tous les échelons de la société. En particulier chez les jeunes dont l'horizon se dessine en kaki, embrigadés de force sous peine de passer pour déserteurs ; au sein des enseignants, sans cesse humiliés par leurs élèves qui se découvrent une âme de révolutionnaires ; c'est-à-dire, en somme, auprès de tout ce qui représente l'avenir. Sans oublier les familles demeurées majoritairement traditionnelles (on marie toujours les filles en échange d'une grosse dot) et qui n'acceptent pas une émancipation féminine passant par le moule de l'armée. Sans oublier bien sûr la mince strate de commerçants, d'hommes d'affaires, d'entrepreneurs du bâtiment et même d'artisans, de boutiquiers et de coiffeurs dépossédés par la révolution.

L'absurde et l'arbitraire

C'est dans leurs rangs que des dirigeants opposants, bien encadrés par des puissances étrangères, découvrent tout à coup les vertus de la démocratie, du libéralisme, des droits de l'homme et des élections libres. Mais cette catégorie n'a que l'importance que veut lui accorder Kadhafi en lançant ses comités révolutionnaires — renforcés, dit-on, par quelques professionnels grassement rémunérés — dans une entreprise internationale de liquidation. Le vrai danger, c'est ce mécontentement profond d'un peuple qui ne sait plus sur quel pied danser, livré à l'absurde et à l'arbitraire, régulièrement convié à manifester pour célébrer on ne sait quelles victoires, et auquel Kadhafi interdit même l'exil volontaire ; c'est le caractère versatile de la pensée de Kadhafi, encensant l'armée mais promettant sa liquidation, libérant l'orage des comités révolutionnaires tout en laissant planer sur eux la menace d'une punition arbitraire d'une « démocratie directe » qui prend les tournures d'une tragédie.

Etonnez-vous, après cela, que l'Arabie saoudite ait fait part de son soutien au colonel Kadhafi après les événements qui... n'ont pas eu lieu à Tripoli, en Libye où le peuple est, on vous le répète, en parfaite symbiose avec son dirigeant et approuve tout ce qu'il entreprend. Mais ne vous étonnez pas si, en Libye, d'autres « non-événements » de ce type ont lieu. A moins que le Colonel ne tire les leçons...

G.I.

Entre l'hystérie et la perplexité

Par BOUTROS THAMEUR

Face à la Libye, l'Occident a du mal à concilier les règles de la bienséance diplomatique et les calculs froidement égoïstes.

Comment traiter avec Kadhafi ? La question a été posée sur tous les tons à propos de l'affaire de l'ambassade libyenne à Londres, qui a entraîné la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Le moment, peu favorable à une approche nuancée, aura surtout permis aux commentateurs de se livrer à leur habituel exercice de dénigrement.

Pour résumer la situation, il faut considérer au départ le message libyen adressé aux Etats européens. Brutal, il a au moins un mérite : la netteté. Kadhafi « exige » des gouvernements occidentaux qu'ils cessent de favoriser les « menées des opposants » au régime, faute de quoi leurs territoires connaîtront des actions de représailles, avec d'inévitables éclaboussures. La Grande-Bretagne a pu apprécier le caractère réel de ces menaces et a connu, au mois de mars, des attentats à la bombe attribués à des Libyens et qui ont fait vingt-six blessés. Sa réaction semble aujourd'hui à l'opposé de celle de l'Italie, épargnée par de telles actions après les meurtres en série de 1980-1981, et qui semble avoir opté pour l'accommodement afin de préserver ses intérêts économiques en Libye. Résultat : les réfugiés libyens considèrent à présent ce pays comme peu sûr.

Certes, aucun Etat digne de ce nom ne peut tolérer pareil chantage. Mais il est également vrai que certains gouvernements ne sont pas fâchés de disposer sur place d'une « opposition » libyenne qu'ils peuvent, le cas échéant, utiliser comme un moyen de pression contre le régime de Tripoli. Ces Etats soignent par la même occasion leur image de marque libérale et leur exaspération paraît justifiée lorsqu'il s'avère, comme

en Grande-Bretagne, que les exécutants des attentats entendent bénéficier d'une couverture diplomatique. De plus, le rôle pris récemment par les « comités populaires », composés d'étudiants, qui ont investi les représentations libyennes à l'étranger, donne lieu à des situations inédites face auxquelles on ne peut invoquer les conventions traditionnelles qui régissent le monde diplomatique. Le désarroi et, le cas échéant, la colère des gouvernements se comprennent aisément. Mais ne cèdent-ils pas un peu trop vite à la tentation de fermer la porte à tout dialogue, provoquant en retour une réplique non moins entière de Tripoli ? L'incident de Londres sert en tout cas d'argument à ceux qui, *a priori*, refusent tout ce qui vient de Libye.

Chasse aux sorcières

Il n'y a pas à commenter longuement la décision britannique qui, dans une atmosphère tendue, a revêtu le masque de la modération, mais n'en a pas moins abouti à rendre irréversible la rupture avec Tripoli. Certains forcenés n'ont-ils pas agité l'épouvantail des Malouines ? On a parlé de gangstérisme d'Etat, de régime hors la loi, l'occasion étant trop belle de mettre à nouveau la Libye « au ban des nations civilisées », comme l'a écrit un talentueux chroniqueur. Nombreux sont ceux qui ont commencé le dépeçage : la Libye est au bord du gouffre, le mécontentement s'est généralisé, le colone! est malade (au sens propre). Ceux qui se sont hâtés de préconiser le blocage des relations économiques, faisant mine d'ignorer les avantages réciproques qu'elles procurent, étaient-ils purs de toute arrière-pensée ?

La réponse la plus déconcertante nous vient en l'occurrence des Etats-Unis. Sans doute, au nom de la solidarité internationale, le gouvernement Reagan a voulu renforcer l'arsenal — déjà parfaitement au point — des lois « anti-terroristes ». Une nouvelle forme de chasse aux sorcières semble en fait s'engager, visant les citoyens américains « qui soutiennent ou agissent avec des groupes ou des Etats qualifiés de terroristes ». Quant au label de « terrorisme », il revient au seul secrétaire d'Etat de le decerner. Le journal américain « Washington Post » a trouvé le mot qui convient pour caractériser de telles mesures : l'hystérie. Elles n'en renseignent pas moins sur l'hypocrisie de bien des prises de position suscitées par l'affaire de Londres. Cela dit, on devrait se rappeler que, dans son attirail diplomatique, le « Guide de la Révolution » compte sur une arme majeure : faire parler de lui.

BOUTROS THAMEUR

Tension accrue entre Tripoli et Damas

● Le refus de Damas de parrainer une organisation rivale de l'O.L.P., qui serait constituée de certains groupements palestiniens hostiles au Fatah de Yasser Arafat, menace de détériorer davantage les rapports, déjà tendus, entre Hafez el-Assad et Moâmmar el-Kadhafi. Ce dernier, dont la haine viscérale envers la plus importante composante de l'O.L.P. — et tout particulièrement son président — est bien connue, accuse le régime syrien de céder aux pressions exercées par les pays socialistes pour le décourager de suivre la voie « nuisible » recommandée vigoureusement par le dirigeant libyen. Une requête syrienne à Tripoli pour un crédit de 100 millions de dollars a été rejetée par Kadhafi.